



Coopération de l'UE avec Madagascar

Bruxelles, le 25 novembre 2016

Coopération de l'UE avec Madagascar

Quelle est la situation politique et économique actuelle à Madagascar?

L'Union européenne est un partenaire essentiel de [Madagascar](#) et, à ce titre, elle est déterminée à soutenir les efforts déployés par le pays pour exploiter pleinement son potentiel et surmonter les difficultés auxquelles il est confronté, comme la pauvreté, l'instabilité et la mauvaise gouvernance. Quatrième île au monde en termes de superficie, le pays compte plus de 23 millions d'habitants. La moitié de sa population a moins de 20 ans, 80 % vit avec moins de 1,2 dollar par jour et deux tiers des Malgaches n'ont accès ni à l'éducation ni à l'électricité.

L'économie du pays a été affaiblie par une crise politique qui a perduré de 2009 à 2014. Les élections présidentielle et législatives de décembre 2013 ont mis fin à cinq années de transition et marqué le retour de l'ordre constitutionnel à Madagascar. Ces élections ont permis la levée des mesures appropriées prises en vertu de l'[article 96](#) de l'accord de Cotonou, qui a conduit à son tour à la reprise d'une pleine coopération de l'UE en mai 2014.

La visite à Madagascar de Neven Mimica, commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement, vise à confirmer la poursuite du soutien apporté par l'UE, un an après la signature du 11e programme indicatif national (PIN).

Où en est actuellement la coopération de l'UE avec Madagascar?

Le [programme indicatif national](#) (PIN) mobilise 518 millions d'euros au titre du 11e fonds européen de développement pour la période 2014-2020 afin de soutenir Madagascar dans ses efforts pour réduire la pauvreté, en favorisant une croissance inclusive et durable.

Le programme se concentre sur **trois secteurs**: la gouvernance et le renforcement des politiques publiques (145 millions d'euros); les infrastructures à l'appui du développement économique (230 millions d'euros); le développement rural (130 millions d'euros). Une enveloppe de 8 millions d'euros a également été allouée pour maintenir le soutien à la société civile, et 5 millions d'euros ont été affectés pour appuyer des mesures portant notamment sur les fonctions de l'ordonnateur national.

Les actions cibleront **trois régions** retenues sur la base de leur potentiel de développement important et de leur proximité avec un port de dimension régionale, ainsi que de leurs difficultés en matière de développement. Ces régions sont le nord et Diego Suarez, le centre Antananarivo-Tamatave, et le sud et Fort-Dauphin.

49 % des 518 millions d'euros ont déjà été engagés. Plusieurs projets sont en cours d'élaboration, en particulier dans le secteur du développement rural, et devraient ainsi porter ce pourcentage à 73 % d'ici mi-2017.

L'enveloppe relevant du 11e fonds européen de développement vient s'ajouter aux projets financés au titre du 10e fonds européen de développement pour une valeur totale de 300 millions d'euros, la plupart de ces projets étant encore en cours de mise en œuvre.

Quels sont les exemples de la coopération au développement de l'UE avec Madagascar et quels effets positifs ont été obtenus jusqu'à présent?

Infrastructures

1) Dans le cadre du 11e fonds européen de développement, une contribution de 156 millions d'euros a été octroyée à la facilité pour l'investissement en Afrique afin de mettre en œuvre des projets d'infrastructure dans les secteurs routier, de l'énergie et de l'eau, au moyen d'une combinaison de subventions et de prêts fournis par des institutions financières.

- **Routes**: la rocade Tana a été achevée dernièrement avec le concours de la Banque européenne d'investissement et de l'Agence française pour le développement (AFD) en leur qualité d'institutions financières. Ce projet vise à construire un tronçon de 8 km du périphérique de la capitale malgache, pour un trafic escompté de 25 000 véhicules par jour à partir de 2019. Il facilitera l'accès à la capitale, déplacera le trafic de transit et désengorgera ainsi les routes.

- **Eau et installations sanitaires:** un second projet visant à améliorer les installations sanitaires à Tana et à lutter contre les inondations dans la région de la capitale (avec un cofinancement de l'ADF) a été approuvé dernièrement. La région de la capitale établira un plan directeur global pour les secteurs de l'eau et de l'assainissement et d'importants travaux de rénovation des réseaux d'évacuation des eaux usées et de drainage seront effectués.

2) Dans le cadre du 10e fonds européen de développement, des infrastructures ont également bénéficié d'un soutien de l'UE.

Routes: 1000 km de routes nationales principales et 300 km de routes de desserte reliées le long des côtes ouest et sud-est ont été rénovés. Dans la mesure du possible, il a été fait appel à des méthodes à haute intensité de main-d'œuvre (plutôt qu'à la puissance de machines) afin de fournir du travail au plus grand nombre possible de Malgaches; le projet a déjà permis d'octroyer des revenus directs à quelque 10 000 ménages et 8 000 ménages supplémentaires devraient bénéficier du dispositif d'ici la fin du programme.

Transport ferroviaire: les travaux d'urgence réalisés sur les infrastructures endommagées par les conditions climatiques ont permis d'empêcher l'effondrement d'un important **viaduc ferroviaire** à Sahesenaka. Ce viaduc est la seule voie permettant à 300 000 habitants de la côte est de rejoindre la ville de Fianarantsoa.

Plusieurs projets de production d'**énergie renouvelable** ont également été soutenus, ce qui a permis à plus de 10 000 ménages d'accéder à une source d'énergie renouvelable fiable.

Secteur social:

1) Dans le cadre du 11e fonds européen de développement, 76,5 millions d'euros ont été déboursés en 2014-2015 pour fournir un appui au budget de l'État immédiatement après la fin de la transition politique, contribuant à maintenir un certain niveau de services de base dans les domaines de la santé et de l'éducation.

2) Dans le cadre du 10e fonds européen de développement, l'UE a apporté un soutien au secteur social dans neuf des 22 régions du pays, qui représentent 43 % de la population totale. Ce soutien a permis:

- la réouverture et le fonctionnement de 73 centres de **santé** de base, avec le recrutement de 88 médecins et de 473 auxiliaires médicaux, la modernisation de 831 centres grâce à la fourniture de matériel médical et d'équipements améliorant la qualité des services offerts à la population;
- le retour à l'**école** primaire de 3 800 000 enfants en 2013-2014 grâce à l'octroi de kits scolaires et de services de cantine scolaire.

Développement rural

Dans le cadre du 10e fonds européen de développement et du protocole sur le sucre, 19 000 hectares de superficie ont été réaménagés dans le nord de Madagascar. Grâce à cette action, 85 % des 300 km du système d'irrigation fonctionne à présent, contre 50 % au début de l'action. Ces progrès offrent des opportunités importantes aux 6 000 petits producteurs de canne à sucre et de riz, dont 1 750 sont des femmes. La production de riz a triplé.

Dans le sud du pays, le projet AINA a permis d'accroître la productivité et la production agricoles grâce à de nouvelles pratiques et semences adaptées aux conditions locales et climatiques difficiles et d'améliorer le stockage. Le projet prévoyait également des actions de sensibilisation aux bonnes pratiques en matière nutritionnelle, sanitaire et d'hygiène. AINA a contribué à améliorer les pratiques en matière de nutrition et d'hygiène de 33 500 femmes enceintes ou mères allaitantes et de 94 000 enfants de moins de 5 ans (soit respectivement 51 % et 83 % des groupes cibles).

Appui à la société civile

Dans le cadre du 10e fonds européen de développement, l'UE apporte son soutien à la société civile malgache au moyen du [programme DINIKA](#) (10 millions d'euros), qui s'étend de 2012 à 2017 et vise à promouvoir la bonne gouvernance au niveau local et national.

Plusieurs projets ont été amorcés dans ce contexte pour aider notamment des mères et des personnes handicapées à travailler localement dans de bonnes conditions. À ce jour, le programme a financé 117 subventions en faveur de la société civile. En outre, des organisations de la société civile bénéficient d'un soutien dans le cadre de leur rôle de surveillance, qui implique qu'elles prennent part aux débats publics concernant le budget national et les budgets municipaux, les ressources naturelles, les droits de l'homme et les droits sociaux, autant d'aspects importants pour combattre la corruption et promouvoir les droits des citoyens.

Personnes de contact pour la presse:

[Carlos MARTIN RUIZ DE GORDEJUELA](#) (+32 2 296 53 22)

[Christina WUNDER](#) (+32 2 299 22 56)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)